

## Règlement D'intervention

### Fonds régional des territoires - volet entreprise

#### EXPOSE DES MOTIFS

Les très petites entreprises de Bourgogne-Franche-Comté, colonne vertébrale de l'économie de proximité, sont particulièrement impactées par la crise liée au COVID-19.

Dans ce contexte la Région, en complément des mesures prises par l'Etat, intervient de façon immédiate et massive pour soutenir les très petites entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles liées à une perte de chiffre d'affaires.

Soutenir l'économie de proximité au plus près des territoires, notamment en déléguant la gestion des aides aux EPCI, permet d'aller au plus près des besoins de ces entreprises.

#### BASES LEGALES

- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- Régime d'aide d'Etat n° SA.56985 (2020/N) relative au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises dans le cadre du COVID 19 du 20 avril 2020
- Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.1511-2 et L.1111-8 et R.1111-1 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),
- Règlement Général d'Exemption par Catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 :
- Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;
- Régime cadre exempté n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- Régime d'aides exempté n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

#### DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

### *OBJECTIFS*

Suite à la crise liée au COVID 19, l'économie de proximité doit être accompagnée au plus près du territoire. Afin de permettre la reprise de l'activité, il est proposé de soutenir la pérennité et la transition des entreprises de l'économie de proximité

### **OBJET :**

Soutenir les dépenses d'investissement et de fonctionnement des entreprises

### **NATURE**

#### **Subvention :**

- Investissement minimum de 2 000 euros.
- Plafond de l'aide 5 000 euros par entreprise

### **MONTANT ET FINANCEMENT**

Les aides sont attribuées dans la limite du budget inscrits dans la convention voté en assemblée plénière des 25 et 26 juin 2020 sous réserve des plafonds des régimes d'aide communautaires applicables

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) ou régionaux (Fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, fonds de solidarité territorial...) sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes

Le montant de l'aide au titre du présent règlement est de maximum 5 000 euros.

### *Dépenses éligibles :*

Investissements matériels immobilisables, immatériels, et dépenses de fonctionnement visant à :

- Améliorer l'agencement intérieur
- Développer la vente en circuits courts
- Pérenniser les entreprises de l'économie de proximité
- Réorganiser les modes de production, d'échanges et les usages numériques
- Valoriser les productions locales et les savoirs faire locaux
- Construire une économie locale durable, résiliente et vertueuse
- S'Adapter au changement climatique
- Encourager l'innovation

*Dépenses inéligibles :*

- Aides à l'immobilier d'entreprise. Elles sont de la compétence exclusive du bloc communal et pourront être complétées le cas échéant par les dispositifs régionaux dédiés en vigueur.
- Travaux de mise en conformité
- Loyers et charges courantes
- Charges salariales

**BENEFICIAIRES**

PME au sens communautaire ayant leur siège sur la communauté de communes du Val de Morteau, et dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein.

Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminé. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.

Sont exclues les :

- Entreprises en redressement ou en cours de liquidation et les entreprises qui ne sont pas à jour de leurs cotisations fiscales et sociales.
- Professions libérales et Professions réglementées
- Entreprises industrielles (autre dispositif régional)
- Franchises, banques, assurances, mutuelles
- Autoentrepreneurs (possibilité d'étude du dossier sous réserve que cela soit l'activité principale du dirigeant et que cela revêt un intérêt territorial)

**PROCEDURE**

Dépôt des demandes d'aide auprès de la Communauté de Communes du Val de Morteau conformément à la convention de délégation votée par l'Assemblée plénière de la Région le 26 juin 2020.

Le dépôt de demande complète d'aide devra comporter les éléments suivants préalablement à tout commencement d'exécution :

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- Liste des dirigeants ;
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE

- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation ;
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années ;
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercice clos ;
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale

Les services des EPCI instruiront et prendront en charge l'ordonnancement de la dépense.  
L'instruction se fera en commission et le versement en une fois sur présentation des justificatifs de dépenses conformes au projet : factures acquittées

#### **DECISION**

Décision par le conseil communautaire de la ccvm conformément à la convention de délégation votée par l'assemblée plénière de la Région des 25 et 26 juin 2020.

#### **DISPOSITIONS DIVERSES**

L'octroi des aides prévues par ce règlement d'intervention fait l'objet d'une convention de délégation aux EPCI conformément à l'article L.1511-2 et L.1111-8 CGCT.

Ce règlement d'intervention est valide jusqu'au 31/12/2021

#### **TEXTES DE REFERENCES**

- Délibération n° \_\_\_\_\_ du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 25 et 26 juin 2020